



Date de dépôt : 26 mai 2026

Rapport

de la commission fiscale chargée d'étudier le projet de loi de Adrien Genecand, Yvan Zweifel, Murat-Julian Alder, Rémy Burri, Jean-Pierre Pasquier, Thierry Oppikofer, Philippe Meyer, Pierre Conne, Alexandre de Senarclens, Céline Zuber-Roy, Fabienne Monbaron, Geoffray Sirolli, Pierre Nicollier, Jacques Béné modifiant la loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales (LPGIP) (D 3 18)

Rapport de majorité de Michael Andersen (page 3)

Rapport de première minorité de Julien Nicolet-dit-Félix (page 25)

Rapport de seconde minorité de Grégoire Carasso (page 29)

Projet de loi (13600-A)

modifiant la loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales (LPGIP) (D 3 18)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales, du 26 juin 2008, est modifiée comme suit :

Art. 28, al. 2 (nouvelle teneur)

² L'écart entre les taux différenciés est au maximum de 1,0 point.

Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Michael Andersen

Le PL 13600 a été traité par la commission fiscale lors de ses séances des 10 juin 2025, 21 avril 2026 et 5 mai 2026.

La présidence a été assurée par M. Sylvain Thévoz.

Après avoir eu la présentation du projet de loi par un signataire, M. Yvan Zweifel, la commission a auditionné M^{me} Nathalie Fontanet et son département.

M. Christophe Bopp (SGA – DF) et M. Stefano Gorgone, secrétaire scientifique (SGGC), ont participé aux travaux de la commission.

Les procès-verbaux ont été tenus par M^{me} Méline Carpin et M. Arnaud Rosset.

Nous remercions ces personnes de leur contribution au bon déroulement des travaux de la commission.

Résumé du projet de loi

La LPGIP prévoit des taux d'intérêt différenciés selon que les intérêts sont en faveur de l'Etat ou qu'ils sont en faveur du contribuable. L'écart maximum entre ces deux taux aujourd'hui est de 2,5 points de pourcentage. Pour l'année civile 2026, les intérêts en faveur de l'Etat s'élèvent à 2,6% et les intérêts en faveur de la personne contribuable s'élève à 0,1%. Le PL 13600 modifie l'écart maximum entre les deux taux qui serait sensiblement réduit et passerait de 2,5 points à 1 point de pourcentage.

Audition du 10 juin 2025 – Présentation du PL

M. Yvan Zweifel, signataire

Ce projet concerne un sujet qui avait déjà été étudié lors de la précédente législature, sur la base d'un projet au départ déposé par le Conseil d'Etat, qui finalement a été retiré en plénière en novembre 2023. Il rappelle l'historique. Jusqu'à l'exercice fiscal 2013, les taux d'intérêt perçus ou versés par l'Etat aux contribuables étaient identiques. En 2013, l'adoption du PL 10960 a introduit un écart entre ces taux.

Il y a trois types d'intérêts en matière fiscale :

- **l'intérêt rémunérateur** en faveur du contribuable, lorsque celui-ci a versé trop d'acomptes par rapport à l'impôt final dû ;
- **l'intérêt compensatoire négatif** est payé par le contribuable lorsque les acomptes versés sont insuffisants ;
- **l'intérêt moratoire** qui fait référence aux acomptes. Les acomptes sont un engagement pris auprès de l'Etat, de verser en avance l'impôt qui est dû, en estimant les revenus de l'année 2024. Cet engagement est fait sur la base de la taxation en N-2, s'il y a un changement de revenus qui est estimé, il faut l'annoncer à l'administration fiscale, qui renvoie un nouvel acompte. Ceci devient un engagement à tous les 10 de chaque mois à verser le montant de cet acompte. Si l'acompte n'est pas payé au 10 de chaque mois, alors le 11 commence à courir un intérêt sur cet acompte que la personne s'était engagée à payer.

Il questionne la logique selon laquelle un contribuable qui verse trop d'acomptes, et sert donc de banque à l'Etat, serait moins rémunéré que l'intérêt appliqué à un contribuable ayant versé insuffisamment. Avant 2013, ce n'était pas le cas. Il y avait une raison, celle de dire qu'il y a aussi un taux d'escompte à l'époque qui visait à pousser les gens à payer leur impôt plus vite, notamment ceux qui avaient les moyens de verser l'intégralité de leur impôt en une fois. Le fait qu'il y ait cet écart faisait donc sens, et est venu dans la loi ce concept, à l'alinéa 1 art. 28 LPGIP, qui est de dire qu'il y a un taux différent pour les intérêts en faveur du contribuable ou en faveur de l'Etat, mais qui tient compte des taux habituellement pratiqués sur le marché. Il y a un écart de taux entre celui qui emprunte et celui qui prête, qui rémunère le risque qui est pris.

Le PL 12569, amené par le Conseil d'Etat et retiré en novembre 2023, proposait un écart maximum de 5 points de pourcentage pour laisser une marge. Cependant l'alinéa 1 précise qu'il faut tenir compte des taux habituellement sur le marché, sauf que l'Etat oublie souvent cet alinéa. Donc, si le taux en faveur du contribuable, l'intérêt rémunérateur, est de 1%, alors dans le cas contraire, l'intérêt compensatoire négatif sera de 6%, en faveur de l'Etat ce qui largement des taux pratiqués sur le marché. Il rappelle que l'écart de taux aujourd'hui est de 2,5 points de pourcentage.

Ceci n'est pas un problème, pour autant que l'al. 1 soit appliqué, ce que ne fait jamais le Conseil d'Etat, puisqu'il applique systématiquement et chaque année l'écart maximum de 2,5 points alors que, sur les marchés, l'écart est en général de 0,5 point de pourcentage. Ici, il y a une volonté claire de l'Etat d'aller puiser dans les poches des contribuables. Le principe de base est

l'alinéa 1 et non l'alinéa 2, et le Conseil d'Etat ne l'applique pas. C'est pourquoi il faut réduire l'écart de taux d'intérêt.

Questions

Un commissaire (Ve) s'interroge sur le sens de ce taux d'intérêt et sur le sens de l'al. 1, qui prévoit que les taux doivent être ceux habituellement pratiqués sur le marché. M. Zweifel semble se référer plutôt aux taux hypothécaires. Il précise que, pour les crédits privés, les taux varient actuellement entre 4,9% et 7,9%. En définitive, le taux d'intérêt est fixé en fonction du risque encouru par le créancier. La question est donc de savoir de quel type de crédit il s'agit. Il demande si M. Zweifel connaît une jurisprudence précisant de quel marché il s'agit lorsqu'on évoque, dans la législation, les taux du marché. Il l'interroge aussi sur le fait de savoir s'il partage son avis selon lequel le taux hypothécaire ne constitue pas forcément la référence principale, et que les taux des crédits privés pourraient, eux aussi, faire office de référence, dans la mesure où l'Etat a, de facto, adopté une sorte de moyenne entre ces deux types de taux.

M. Zweifel répond que les taux hypothécaires ne sont pas la référence de base, ce sont les taux du marché en général qui doivent être pris en compte. En revanche, il ne partage pas son point de vue concernant la nécessité de distinguer les cas de figure. Lorsqu'une personne souhaite emprunter, que ce soit pour acquérir un bien immobilier ou lancer un projet entrepreneurial, elle est en position de demande et accepte le taux d'intérêt proposé. C'est un choix d'emprunter. Ici la situation est différente. Le contribuable n'a pas le choix de payer ou non ses impôts. La question est de se demander si un contribuable a payé plus que ce qu'il devait, pourquoi serait-il moins rémunéré que s'il avait payé moins que ce qui était dû. La réponse donnée est que l'Etat assume un certain risque. C'est le taux d'intérêt d'échange de base entre les banques qui est pris en ligne de compte. Dans le projet de loi, il est question de 50 points de base, et non de 250 points de base comme c'est aujourd'hui le cas dans la loi. La logique voudrait qu'il n'y ait pas de différenciation de taux. S'il y a une différenciation, elle doit être minimale et précisément aux conditions du marché. Il ajoute qu'en tant que professionnel, beaucoup de clients en fiduciaire demandent combien ils doivent payer d'acomptes. Ils font alors une estimation de leur revenu pendant l'année, mais ceci est incertain. L'administration fiscale, à cette question, répond qu'il faudrait payer un petit peu plus pour être sûr de payer assez. Les contribuables font alors la banque pour l'Etat. Mais, dans ces conditions, il faut rémunérer ceci, au même titre que si un contribuable paie moins, il doit également être pénalisé. Il faut pénaliser dans la même proportion que l'effet contraire. Il n'y a pas de question

de rémunérer plus ou moins, le Conseil d'Etat fixe toujours le taux de rémunération. L'Etat ne doit pas chercher à faire de l'argent sur le dos des contribuables, en particulier lorsqu'ils ont payé correctement l'impôt ou plus que ce qu'ils devaient.

Un commissaire (MCG) demande pourquoi ne pas aller plus loin dans ce projet de loi et ne pas dire que l'Etat ne peut pas gagner plus.

M. Zweifel pense qu'il est juste d'avoir un taux différencié. Il fait le parallèle avec ce qui se passe sur les marchés, les banques se prêtent aussi entre elles. Il est quand même juste, pour que le marché reste fluide, de faire la différence entre une personne qui a un besoin d'argent et l'autre qui a un surplus d'argent. Cette dernière étant définie par le marché, par la loi de l'offre et de la demande. C'est ce qui est prévu par l'alinéa 1. Si le Conseil d'Etat faisait chaque année une vraie analyse, en se demandant ce qui est prévu comme écart pour l'année, et en tenant compte, ce projet de loi n'aurait pas lieu d'être. Cependant, le Conseil d'Etat prend systématiquement l'écart maximum, et donc ne voit pas cela comme quelque chose qui doit être logique et lié au marché, mais comme de l'argent supplémentaire dans la caisse. Il estime que c'est cela qu'il faut changer pour que la situation soit juste, et non pas la question de rémunérer plus ou moins le contribuable ou l'Etat.

Le président évoque les propos de M. Zweifel qui a affirmé que l'Etat se met de l'argent dans les poches. Pourtant, il y a un certain nombre de contribuables qui ont une dette envers l'Etat ou ne paient pas l'impôt, et qui ne le paieront pas malgré les intérêts. Il se demande alors s'il n'est pas juste qu'il y ait cet écart de 2,5%, car les intérêts payés par certains permettent juste de compenser ceux qui ne paieront pas les impôts. Il se demande s'il n'y a pas une vision du point de vue de l'Etat de simplement équilibrer entre ceux qui ne paieront jamais et ceux qui peuvent payer.

M. Zweifel indique qu'en général les contribuables qui ne paient pas leur impôt, ce sont des gens qui n'ont pas les moyens de le payer ou peut-être des gens qui n'ont pas fait de modification de l'acompte et se retrouvent dans une situation qui aurait pu être réglée s'ils avaient pris des mesures. Cependant, ils se retrouvent à payer des intérêts moratoires, en ce qui concerne les acomptes et compensatoires négatifs après. Le taux d'intérêt compensatoire négatif démarre au 1^{er} avril, car la déclaration doit être déposée au 31 mars de l'année suivante.

Un commissaire (S) évoque le parallèle avec n'importe quel marché financier privé versus l'Etat. Contrairement à n'importe quelle organisation privée, l'Etat incarne l'ensemble des citoyens. Ce n'est donc pas une organisation comme une autre, l'Etat ne se fait pas de l'argent pour lui-même,

il est l'expression de l'avis de la société. En considérant que l'Etat a cette position particulière et distincte de n'importe quelle autre organisation privée, il se demande dans quelle mesure il n'est pas dans l'intérêt de l'Etat de Genève de minimiser son risque de recouvrement avec des intérêts compensatoires négatifs élevés, et de simplement compenser celles et ceux qui sont dans l'incapacité de tenir le rythme de leurs échéances fiscales.

M. Zweifel revient tout d'abord sur le dernier point évoqué et estime juste de couvrir le risque d'insolvabilité et, en contrepartie, de prévoir une forme de récompense pour le contribuable qui paie à l'avance. Il partage cet avis. Cependant ce n'est pas le point de départ dans ce cas. Dans ce projet de loi, il n'est pas question de décider du taux auquel l'Etat veut couvrir son risque de créance. Il y a un alinéa qui règle cela, l'al. 5 art. 28 LPGIP. Le Conseil d'Etat fixe le taux d'intérêt. Si le Conseil d'Etat fixe un taux élevé pour l'intérêt compensatoire négatif, par exemple 5%, alors il doit logiquement récompenser davantage ceux qui paient par avance. Le deuxième point est qu'il est juste de dire que l'Etat a une vocation importante, qui n'est pas celle du privé, pas celle des entreprises, c'est précisément celui d'offrir des prestations dites régaliennes et d'autres à la population. Pour ce faire, il doit être rémunéré. Cette rémunération est l'impôt. L'impôt est social, puisque plus une personne gagne, plus elle paie d'impôts, et cela plus que proportionnellement, puisque le taux est progressif. Ceci n'est pas remis en cause. La question ici est de savoir s'il est juste d'accentuer davantage cette différence avec des intérêts trop différenciés. Il rappelle qu'avant 2013, il n'y avait pas de différence entre les deux taux (taux d'intérêts négatifs en 2013 nécessitant une évolution).

Un commissaire (S) demande quelle est la perspective par rapport aux risques d'intérêt négatif, comment imaginer le déploiement, d'abord dans un contexte de taux négatif ou avec ce projet de loi. Dans le cas où il faudrait reverser le différentiel si les taux d'intérêt basculent dans le négatif. Il demande comment cela s'est fait en 2013.

M. Zweifel indique que la situation ne s'est jamais réalisée, car il n'y a jamais eu de taux d'intérêt de moins de 5%. Il faudrait arriver à -1,1% pour tomber dans cette situation.

Un commissaire (UDC) indique que la présentation de ce projet de loi le réjouit. Il estime important d'avoir les mêmes règles dans un sens comme dans l'autre. Il ajoute que cette marge peut être discutée, mais à son sens, aujourd'hui, elle est trop élevée. Il rappelle qu'à l'époque, certains contribuables choisissaient parfois de verser des montants plus élevés à l'administration fiscale pour bénéficier d'une rémunération avantageuse, et que l'administration se permettait alors de refuser une partie de ces versements, au motif qu'ils étaient disproportionnés. Elle affirmait qu'elle ne rémunérerait

pas le montant excédentaire, bien qu'elle le conserve. Il demande s'il y aurait un incitatif pour l'administratif à taxer plus rapidement ou alors, comme cela se fait dans d'autres cantons, d'avoir des taxations provisoires qui sont émises directement sur la base de la déclaration déposée. Cela permettrait de stopper le calcul d'intérêts compensatoires ou rémunérateurs négatifs, l'administration procédant ensuite à une taxation définitive. L'administration, si elle souhaitait contrer cet écart de taux, pourrait aussi mettre en place un système de taxation provisoire comme cela se fait à Berne ou encore dans le canton de Vaud. Ces administrations remboursent ou demandent l'argent tout de suite et ensuite un point est fait s'il y a des ajustements à faire par rapport à la taxation.

M. Zweifel indique que sur le côté incitatif, inévitablement, il pense que ça va pousser à accélérer certaines taxations. Il estime qu'il faut reconnaître qu'une partie de ces taxations concerne des contribuables qui soit tardent un peu à remettre leurs données, soit font des recours contre certains éléments. Ce qu'il est juste de dire, et qu'il voit également dans sa pratique professionnelle, c'est qu'effectivement, pour gagner du temps, des contribuables se voient parfois affublés de demandes de renseignements. Au sujet des demandes de renseignements, c'est l'administration fiscale qui pose une question sur un sujet, dont parfois on a l'impression qu'elle est posée alors qu'elle connaît très bien la réponse. Ceci dans l'optique de gagner du temps, ce qui n'est pas forcément correct, car un intérêt va ensuite courir. Concernant les taxations provisoires, il faut faire attention, car la réalité est tout de même qu'à Genève le processus de taxation est hautement plus compliqué que tous les autres cantons. Il faut donc s'interroger sur le risque d'alourdir encore davantage la charge administrative. Et le fait d'avoir une taxation provisoire, il faut se demander si le risque est que ça rajoute de l'administratif. Dans des cantons où la fiscalité est plus fluide, comme en Suisse alémanique, les déclarations fiscales mentionnent, par exemple, le nom et le numéro de téléphone du taxateur, que l'on peut contacter directement.

Audition du 21 avril 2026 – Département des finances

- *M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, DF*
- *M. Christophe Bopp, secrétaire général adjoint, DF*
- *M^{me} Adriana Jost, directrice à la DGFE, DF*
- *M. Olivier Lecocq, directeur adjoint à l'AFC, DF*

M^{me} Fontanet explique qu'ils ont étudié avec beaucoup d'attention l'exposé des motifs et qu'ils y ont trouvé une série d'éléments qui les interpellent. Les signataires du projet de loi exposent que l'art. 28 LPGIP se

réfère aux taux « habituellement pratiqué par le marché », que l'Etat pratique un taux en sa faveur de 3% pour l'année 2025 et qu'ainsi que tous les contribuables qui présentent une dette fiscale se voient facturer de très importants intérêts. L'exposé des motifs indique aussi que les taux d'intérêt seraient à nouveau très bas, si ce n'est nul, et que l'Etat ne devrait pas percevoir une rémunération sur les créances fiscales qui est une rémunération qui serait trop éloignée des taux habituellement pratiqués par le marché. On considère donc que l'Etat devrait se considérer comme une banque ou à tout le moins comme le marché et appliquer des taux qui n'en soient pas trop éloignés. Avec les taux d'intérêt 2026, actuellement en vigueur, le PL 13600 abaisserait ces intérêts facturés aux contribuables de 2,6% à 1,1%.

Le département a compris l'exposé des motifs de la manière suivante. Selon leur lecture, le taux habituellement pratiqué par le marché fait référence au taux d'intérêt appliqué à des dettes similaires, alors que les signataires du projet de loi se réfèrent à un taux d'intérêt en vigueur sur le marché interbancaire dont le niveau est effectivement assez bas actuellement. Les signataires du projet indiquent aussi que l'écart de taux d'intérêt que l'Etat constate sur le marché dans la trésorerie est d'environ 0,5 point de pourcentage. Pour le DF, ce point n'est pas très clair, car ils peuvent se demander si les auteurs du projet de loi se réfèrent à l'écart entre le taux d'intérêt demandé et celui offert, soit le *spread* entre le *bid* et le *ask* sur le marché interbancaire, qui sert de référence ensuite à tous les acteurs du marché, puisque ces derniers, pour emprunter, doivent encore ajouter au taux d'intérêt encore une marge supplémentaire. Elle reconnaît que le sujet est très technique et que les effets sont immenses avec le projet de loi tel qu'il est présenté. Ils sont également interpellés, car la rémunération de l'Etat sur les créances fiscales ne devrait pas être trop éloignée de ce qui lui coûterait un emprunt sur le marché des capitaux. Evidemment que, s'il est préférable de devoir de l'argent à l'Etat plutôt que d'aller emprunter, les personnes vont cesser d'aller faire des emprunts, ne s'acquitteront plus de leurs obligations envers l'administration fiscale et cela leur coûtera beaucoup moins cher que d'aller faire un emprunt sur le marché.

Les paramètres que le Conseil d'Etat a pris en considération pour fixer les taux d'intérêt se fondent sur plusieurs paramètres :

- le contexte macroéconomique ;
- les taux d'intérêt pratiqués par les banques ;
- l'estimation du coût de financement du canton ;
- la comparaison intercantonale ;
- la volumétrie ;

- les potentielles incidences sur le comportement d'un contribuable en matière de paiement.

S'agissant des taux d'intérêt qui sont habituellement pratiqués par les banques, il y en a deux sortes. Il y a les taux d'intérêt débiteurs pour la clientèle privée et pour des prêts qui sont sans garantie. Ceux-ci se situent à 12% environ. Il y a également les intérêts créanciers pour les dépôts de la clientèle privée qui sont actuellement nuls. S'agissant du 1^{er} taux, ils peuvent relever que, quand une personne contribuable a une dette fiscale envers l'Etat, le taux d'intérêt débiteur doit inciter la personne à payer cette dette. S'ils comparent le taux actuel de 2,6% pour une personne qui a une dette fiscale vis-à-vis de l'Etat à un taux de 12%, ils constatent que le système actuel n'incite pas du tout la personne contribuable à payer cette dette en priorité. Avec le PL 13600, le taux de 2,6% actuel serait abaissé à 1,1% de taux d'intérêt qui serait facturé. Cela réduirait encore plus l'effet incitatif. Le taux de recouvrement pourrait potentiellement être négativement affecté, de même que les entrées de trésorerie correspondante. L'Etat n'a pas vocation à jouer gratuitement le rôle d'un institut de crédit. Pour le 2^e taux, il reste avantageux pour les contribuables qui ne reçoivent rien sur leur compte salaire ou épargne à la banque puisque l'Etat paie un petit taux qui dépend des taux d'intérêt généraux. Avec ce niveau d'intérêts créanciers, ils favorisent aussi le paiement des montants de l'Etat. C'est sur cette base que certaines personnes ne paient pas par acompte, mais paient l'entier des montants qui sont dus en 1 fois.

Le coût du financement de l'Etat à court et à long terme est déterminé essentiellement par les taux d'intérêt qui prévalent sur le marché interbancaire auquel s'ajoute la marge de crédit qui leur est associée. En 2025, le taux moyen de la dette de l'Etat était de 0,87%. C'est le coût de la dette au niveau annuel. L'écart entre le taux d'intérêt en faveur de l'Etat de 3% en 2025 (conformément à l'art. 2 RPGIP) et le taux moyen de la dette de l'Etat est de 2,13%. On peut voir que cet écart a beaucoup progressé depuis 2013, quand il était à 1,2%. Dans la pratique, l'écart maximum actuel entre le taux en faveur de l'Etat et celui en faveur du contribuable a essentiellement pour effet de limiter le taux d'intérêt en faveur de l'Etat, celui en faveur du contribuable étant fixé en prenant en compte notamment les conditions de taux pratiqués par les banques. Le taux en faveur du canton est assez éloigné de celui qui est pratiqué sur le marché, notamment par les banques pour des dettes similaires. Le modèle d'affaire d'une banque repose notamment sur la collecte de dépôt, l'octroi de crédit générant des revenus et des marges d'intérêt et donc finalement sur la différence entre les taux d'intérêt des prêts et des dépôts. La commission sur divers services (gestions de compte, assurances, placements), ce sont d'autres sources de revenus pour les banques. Le canton n'est pas dans

une telle situation. Les revenus du canton, qui sont issus essentiellement de la perception fiscale, sont utilisés pour financer des prestations, son fonctionnement et les investissements. Si les revenus sont inférieurs aux dépenses, alors le canton doit s'endetter et se financer sur le marché monétaire avec des durées d'emprunts inférieures à 12 mois, ou sur le marché des capitaux avec des durées d'emprunts supérieures à 12 mois. Cela a naturellement un coût. Le coût de ce financement est déterminé essentiellement par le niveau général des taux d'intérêt et la marge de crédit. Il ne faut pas confondre cette dernière avec la marge entre les taux d'intérêt des prêts et des dépôts pour les banques. Elle reflète essentiellement la qualité de crédit du canton, à savoir sa capacité à rembourser ses emprunts et à faire face à l'ensemble de ses engagements financiers. Il est vrai que cette marge est également influencée par des facteurs exogènes avec la durée de l'emprunt, le contexte du marché, l'appel des risques des banques et des investisseurs. La trésorerie du canton est gérée à flux tendu pour en optimiser le coût et les financements sont réalisés au plus près des besoins identifiés alors que des liquidités excédentaires peuvent être constatées de manière ponctuelle.

M^{me} Fontanet explique qu'ils ont, avec la Confédération et les autres cantons, procédé à une comparaison. M. Bopp fait passer un tableau (annexe) aux commissaires. Ce tableau permet de voir ce comparatif qui est assez intéressant. Puisque la perception des impôts directs n'a pas fait l'objet d'une harmonisation, la LHID ne réglemente pas la fixation des taux d'intérêt et les cantons sont seuls compétents dans ce domaine. Pour les impôts cantonaux et communaux, la procédure d'encaissement est donc très différente d'un canton à l'autre et il en va de même si l'on compare la procédure d'encaissement des cantons avec celle de l'IFD. On voit dans le tableau quels sont les taux des différents cantons. Ce que l'on constate très vite c'est que le canton de Genève est celui qui a le taux en faveur de l'Etat le plus bas. Il s'agit d'un taux inférieur à celui de la Confédération, du canton de Neuchâtel, du canton de Fribourg, du canton du Jura, du canton de Vaud, du canton de Berne et du canton du Valais. Deux cantons ont un taux en faveur du contribuable qui est supérieur. Ce sont les cantons de Berne et du Valais. Cependant, si on regarde le taux en faveur de l'Etat, on voit que cette différence est largement compensée. En comparaison intercantonale, nous avons le taux le plus bas.

M^{me} Fontanet indique, en conclusion, que le département est d'avis que le cadre actuellement en vigueur devrait être maintenu. Il s'agit d'un bon compromis s'il est comparé aux autres solutions extrêmes qui pourraient être évoquées. Une des solutions extrêmes consisterait à fixer les taux d'intérêt en faveur de l'Etat comme s'il était un institut de crédit sur le marché privé. Ce serait 12% et cela ne conviendrait évidemment pas. L'Etat ne maintiendrait pas

son rôle pour la cohésion sociale. L'autre solution extrême consisterait à fixer le taux d'intérêt en faveur de l'Etat de sorte qu'il ne doive pas prendre de marge ou uniquement une marge très faible sur le coût de la dette et donc de l'aligner sur le coût moyen de la dette. Clairement, avec un tel taux, force est de constater que les contribuables ne prioriseraient pas la dette fiscale. Une réduction de l'écart entre le taux d'intérêt en faveur de l'Etat et en faveur des contribuables devrait conduire à une baisse des taux d'intérêt en faveur de l'Etat et donc à une baisse des revenus de l'Etat. Sur la base de la compréhension qu'ils ont eue du projet de loi, ils arrivent à un montant de 70 millions par année, ce qui, dans le contexte actuel, paraît absolument hallucinant. Cette estimation pourrait aussi être sous-évaluée en fonction de facteurs qui n'ont pas pu être modélisés, en particulier une modification des comportements des contribuables et l'impact sur le recouvrement des créances qui pourrait entraîner une baisse encore plus marquée. Ils estiment que cela renverrait un très mauvais message aux contribuables et les inciterait à privilégier d'autres personnes créancières au détriment de l'Etat, car finalement l'Etat serait l'entité qui a les taux d'intérêt les plus faibles. Quand on voit quelle est la mission de l'Etat, on comprend mal que cette créance ne soit pas priorisée.

M^{me} Fontanet a une question pour les signataires de ce projet de loi. Elle se demande quel est l'objectif de ce projet de loi. Elle se demande s'il s'agit de faire en sorte que les taxations soient traitées plus rapidement, en particulier pour certains contribuables qui se plaignent du temps et d'éventuels intérêts qui seraient mis à leur charge en raison de leur méconnaissance du montant d'acompte qu'ils auraient dû verser. A cet égard, elle rappelle que, lorsqu'un contribuable s'acquitte de ses acomptes, et il est en général en mesure de le faire, même s'il n'a pas été taxé, s'il s'est acquitté du montant correct de ses acomptes, il n'a pas d'intérêts en faveur de l'Etat qui sont mis à sa charge. C'est un élément qui est important à prendre en compte. Le département des finances est prêt à entendre qu'il y a des attentes, mais ils ne comprennent pas quel est le but de ce projet de loi. Si la commission fiscale devait souhaiter aller de l'avant avec le principe, ils souhaiteraient pouvoir leur proposer des amendements, car ils ne peuvent en aucun cas avancer avec ce qui est prévu dans ce projet de loi, qui crée beaucoup trop d'incertitudes dans l'interprétation de ce qui est voulu. Ils se questionnent sur l'exposé des motifs, les attentes et la confusion probable entre le taux du marché et le taux que doit appliquer un canton. Le département des finances est donc opposé à ce projet de loi.

Questions

Un député (Ve) indique être assez étonné de l'impact énorme envisagé qui laisse entendre que, s'ils classent les payeurs entre proactifs et retardataires, il y a beaucoup plus de retardataires que de proactifs.

M^{me} Fontanet indique que ce n'est pas le cas.

Un député (Ve) relève que la baisse de 1,5 point suffirait indépendamment de la structure des payeurs à avoir un delta de l'ordre de 70 millions, voire plus s'il y a un effet dynamique. C'est comme cela qu'il comprend le chiffre qui leur a été donné. Cela signifie qu'il y a tout de même 1,5% d'écart qui équivaut à 70 millions.

M. Lecocq indique, concernant le nombre de contribuables, que ce n'est pas parce qu'ils ont un montant très élevé de 70 millions que cela concerne beaucoup de monde. Le taux d'intérêt est appliqué à un montant d'impôts dû. En fonction du montant d'impôts dû, ces intérêts sont plus ou moins élevés.

Un député (Ve) indique comprendre que ce ne sont pas des individus, mais bien des montants de créances qui sont en cause. Il s'agit tout de même de montants extrêmement impressionnants pour qu'une variation de 1,5% suffise à avoir un effet aussi important. Il se demande, en restant acquis à l'idée que le delta entre les deux taux doit être stabilisé à 2,5, puisque le tableau qui leur a été présenté est extrêmement précieux pour les convaincre que c'est un taux plus que raisonnable, s'il n'y aurait pas un intérêt pour l'administration fiscale et le département à faire une sorte de décalage en rémunérant mieux les proactifs et à appliquer un intérêt compensatoire plus élevé en conservant ce delta. Ils pourraient ainsi passer à 1 et 3,5 ou à 1,5 et 4. Cela serait un incitatif assez puissant à être proactif, voire à rémunérer les gens qui décident d'utiliser l'Etat comme une caisse d'épargne plutôt que les banques privées, et, en même temps, à avoir une incitation encore plus forte. C'est un argument à prioriser ses factures fiscales par rapport à d'autres factures.

M^{me} Fontanet indique qu'il n'y a aucun canton qui rémunère à 1% et la Confédération non plus. Le maximum auquel les cantons rémunèrent est à 0,25%. Il faut tout de même être attentif à ce qui se fait à l'extérieur. A partir du moment où les comptes courants ne sont absolument pas rémunérés, il faut faire attention que l'Etat ne devienne pas une banque et que les gens ne mettent pas leur argent qui ne serait pas dû pour être rémunéré. Ce n'est pas l'objectif de l'Etat. En revanche, ce qu'ils voient c'est que les autres cantons prennent un intérêt beaucoup plus important en faveur de l'Etat, alors même qu'ils ne rémunèrent pas la créance en faveur du contribuable. Si l'on commence à toucher à tout cela et à remettre en question cet équilibre, ce peut être le risque qu'ils revoient à la hausse les intérêts en faveur de l'Etat, raison pour laquelle

le DF est d'avis qu'il y a aujourd'hui un équilibre et que, lorsqu'ils peuvent augmenter les intérêts en faveur des contribuables, ils le font sur la base de ce qui se fait à l'extérieur. Enfin, M^{me} Fontanet indique qu'ils n'ont pas de souhait dans ce sens-là. Ils n'estiment pas que ce serait mieux d'augmenter le taux en faveur des contribuables quitte à augmenter le taux en faveur de l'Etat.

Un député (PLR) trouve que M^{me} Fontanet s'est beaucoup creusé la tête pour un projet qui est finalement assez simple. Elle répond d'ailleurs elle-même à la question de savoir quel taux d'intérêt devait être utilisé. On parle beaucoup de l'art. 28 al. 2 LPGIP, mais la base est l'art. 28 al. 1 LPGIP qui dit que, pour chaque année civile, le Conseil d'Etat fixe, sur proposition du département, un taux d'intérêt différent pour les intérêts en faveur du contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat, en tenant compte des taux habituellement pratiqués sur le marché. Ils disent que, compte tenu de ce qu'il y a sur le marché, ils ne peuvent pas rémunérer le contribuable à beaucoup plus que 0,1%. C'est la décision qu'ils prennent. La question est ensuite de savoir à combien est l'intérêt avec lequel ils vont punir ceux qui n'ont pas versé suffisamment d'acomptes par rapport à l'impôt qu'ils doivent, en rappelant que, lorsqu'ils déposent leur déclaration au 31 mars, le temps qu'ils reçoivent la taxation, il peut se passer beaucoup de choses. Le point de vue de l'Etat est de dire qu'ils n'ont qu'à payer un petit peu plus d'acomptes et c'est donc le contribuable qui fait la banque pour l'Etat. L'effort est toujours fait dans un sens et pas dans l'autre. L'Etat prend systématiquement le taux maximum. Il entend bien qu'il doit y avoir une réflexion, mais, en tant que député, il n'a pas l'impression qu'il y a une immense réflexion. Ils fixent le 1^{er} taux rémunérateur à 0,1% et ont une marge de 2,5 points de pourcentage et fixent donc le 2^e taux à 2,6%. S'ils faisaient effectivement un calcul par rapport au marché chaque année, alors ils devraient avoir des taux différenciés chaque année alors que ce n'est pas le cas. Ils estiment qu'il n'y a pas de calcul qui est fait sur cette 2^e partie. Le principe de justice constituerait à dire que, si dans un sens l'Etat ne fait la banque qu'à 0,1%, alors dans l'autre sens, quand le contribuable fait la banque, il devrait prendre 2,5%. Ils sont d'accord avec un taux différencié qui peut s'expliquer avec les taux d'intérêt négatifs.

M^{me} Fontanet indique qu'elle a toujours été favorable à la justice fiscale et à des baisses d'impôts, mais quand la justice fiscale est de favoriser celles et ceux qui ne s'acquittent pas de leurs devoirs et de leurs obligations et qu'il n'y a rien d'autre derrière que cela, ce n'est pas acceptable. Elle aurait pu entendre une explication sur des plaintes qu'auraient pu donner de gros contribuables de ne pas être taxés à temps ou de ne pas avoir connu très clairement ce à quoi ils étaient soumis comme facture d'impôts. Elle constate que ce n'est manifestement pas ce qui anime les signataires du projet de loi. Elle le regrette,

car cela montre toute la considération qu'ils donnent aux missions de l'Etat qui ne sont financées que par les revenus fiscaux. Quand on voit le taux maximum en faveur de l'Etat de 2,6% et ce qui est fait dans les autres cantons, on peut se poser la question de la justice fiscale. Elle y réfléchit volontiers dans le cadre de comparatifs intercantonaux, qu'on n'a cessé de leur jeter à la figure quand on demande à l'Etat de faire des économies. Dans ce contexte, ces comparatifs intercantonaux peuvent également être très intéressants. Elle appelle la commission à refuser l'entrée en matière sur ce projet de loi, car les réflexions peuvent aller beaucoup plus loin.

Un député (PLR) indique que tous les contribuables qui se retrouvent à devoir payer un intérêt à l'Etat ne sont pas des contribuables qui sont des tricheurs ou qui ne veulent pas payer leurs impôts. Il rappelle que le contribuable reçoit un bulletin d'acompte de l'Etat, basé sur sa situation 2 ans auparavant. Il précise que les contribuables ne sont pas tous des fiscalistes reconnus. En conséquence de cela, le contribuable reçoit un acompte qu'il pense être juste. Il paie cet acompte dans les temps. Au 31 mars, il fait sa déclaration fiscale. La taxation intervient entre 7 et 9 mois plus tard. Le contribuable se retrouve finalement avec un différentiel alors qu'il a honnêtement payé tous ses acomptes et fait sa déclaration.

Un député (S) indique qu'il va dans le sens de la réflexion de M^{me} Fontanet et que le parti socialiste pensait déposer un amendement à ce projet de loi pour modifier le 1% par un 4%. Il souhaiterait connaître la position du Conseil d'Etat sur cet amendement.

M^{me} Fontanet explique que le Conseil d'Etat y est opposé, car il tient à un écart qui soit équilibré. Ils tiennent aussi à une forme de justice fiscale.

Un député (S) se demande s'il serait possible d'avoir un taux différencié pour les personnes qui doivent de l'argent à l'Etat au titre de l'impôt pendant les 6 premiers mois et pour celles qui dépassent ce délai puisque, plus le temps passe, plus les gens deviennent des mauvais payeurs. Il se demande si cela serait possible juridiquement.

M^{me} Fontanet explique qu'il faudrait changer toute la loi et que ce serait extrêmement complexe, car il faudrait se déterminer sur la hauteur de ce taux et sur la raison pour laquelle après 6 mois on est considéré comme plus mauvais payeur qu'avant.

Un député (UDC) trouve, concernant le document qui leur a été remis, qu'il aurait été intéressant, plutôt que de mettre en avant le fait que Genève est le canton qui prélève l'intérêt le plus faible en termes moratoires, de dire quels sont les cantons qui émettent des taxations provisoires. Ils ont parlé du canton de Berne. Il a des taux très élevés, mais taxe provisoirement tout de suite les

contribuables, ce qui permet au contribuable de connaître sa situation et de décider s'il s'en acquitte tout de suite ou non. A l'époque, le canton de Berne rémunérait à 5% les impôts qui étaient payés en trop, au point qu'ils en sont arrivés au point où des sociétés payaient des millions de plus pour avoir 5% dessus, ce qui a posé des soucis. Il faut être très vigilants sur la balance, mais il aurait été intéressant de voir dans le tableau quels cantons émettent des taxations provisoires. Il trouve que c'est un système qui est très judicieux et qui est le plus juste possible. Si le contribuable décide de ne pas s'acquitter de son bordereau provisoire, c'est son choix et il sait qu'il devra payer des intérêts, mais il a au moins un état de situation. Il est vrai que subir des intérêts sur un retard de taxation, malgré le fait que les contribuables doivent adapter ses acomptes pour être au plus juste, certains ne savent pas quel bonus ils vont toucher et ne peuvent pas prévoir certains éléments. Ils pourraient se retrouver pénalisés à la fin. Berne a ce système de taxation provisoire.

M^{me} Fontanet indique que c'est quelque chose de très intéressant. La Confédération émet aussi un bordereau de taxation provisoire. C'est un autre système et cela demande de revoir notre système de façon complète. Elle n'a toutefois pas entendu cela comme argument de la part des signataires. Ils vont regarder quels sont les cantons qui émettent une taxation provisoire. C'est effectivement aussi sur la base de ces taxations provisoires qu'il y avait eu un litige entre le canton et la Confédération sur ces milliards que la Confédération découvrirait. C'est lié au fait que le canton n'émet pas de taxation provisoire et que nous sommes uniquement dans l'estimation. La Confédération ne peut comptabiliser qu'une fois que les bordereaux de taxation provisoire sont émis. C'est un sujet qui est très intéressant et qui aurait d'importantes conséquences pour le canton de Genève, mais qui repose sur quelque chose de tangible.

Séance du 5 mai 2026

M. Bopp récapitule le PL 13600. Il porte sur les taux d'intérêt sur les créances fiscales, soit les intérêts dus par les contribuables lorsqu'ils doivent des impôts et les intérêts dus par l'Etat aux contribuables lorsqu'il y a des montants qui ont été versés en trop. Ils ont fait une présentation détaillée le 21 avril 2026 et ont fait un comparatif des taux des différents cantons. Ils avaient vu que Genève avait le taux en faveur de l'Etat le plus avantageux pour les contribuables. Dans ce cadre, la commission fiscale avait souhaité un complément pour savoir quels sont les cantons qui ont un système de taxation provisoire. Chaque canton a un système de perception différent. Il y a vraiment une diversité de systèmes, car il n'y a pas de loi fédérale qui prévoit une harmonisation dans ce domaine. D'autre part, les informations ne figurent pas directement sur internet pour tous les cantons. Pour répondre à cette question,

l'administration fiscale a mené une enquête auprès des différents cantons. Elle a interpellé les cantons de Neuchâtel, Fribourg, Jura, Vaud, Berne et Valais. Il va faire parvenir à la commission une feuille récapitulative de cette enquête. Il peut leur dire à ce jour qu'aucun de ces cantons n'a de système de taxation provisoire qui se rapprocherait de celui de l'impôt fédéral direct. Pour le Jura, il y a des exceptions pour certains contribuables qui reçoivent un bordereau de taxation provisoire. Pour le Valais, ce ne sont que les contribuables qui n'ont pas reçu de facture d'acompte qui reçoivent une taxation provisoire. Lors de la dernière séance, le DF avait considéré que ce projet de loi avait un impact budgétaire important de 70 millions et qu'il incitait les contribuables à se financer par le non-paiement de leurs impôts dans les délais puisque les taux d'intérêt étaient très bas par rapport aux taux du marché pour une dette comparable. Il créait également une diminution de l'incitatif du paiement des acomptes en réduisant les intérêts en faveur des contribuables. Concernant la position du canton de Genève en comparaison intercantonale, on voit que le canton de Genève a déjà les taux d'intérêt les plus favorables quand il s'agit d'une dette du contribuable envers l'Etat. Le département avait annoncé à la commission fiscale qu'ils étaient à disposition pour faire des amendements ou travailler sur ce projet de loi si la commission le souhaite et si elle leur donne une orientation.

Un député (Ve) indique qu'il pense qu'ils peuvent voter sur cet objet. Le groupe des Verts ne votera pas l'entrée en matière. Ils ont été convaincus par l'exposé de M^{me} Fontanet et par le complément de M. Bopp. Ils estiment qu'il y a du sens à avoir un différentiel modeste entre ces deux taux pour s'assurer que les contribuables craignent une dette fiscale de façon prioritaire par rapport à d'autres dettes qu'ils pourraient contracter. Il est plus important de payer ses impôts que ses vacances ou sa télévision à écran plat. Dans ce sens-là, il leur semble assez raisonnable de maintenir ce différentiel. Comme cela a été dit, il est plus favorable que la plupart des autres cantons. On peut imaginer un manque à gagner important qui, certainement, par effet dynamique, serait encore plus important si le projet de loi devait être accepté. Ils ne sont donc pas assez aventureux pour se risquer sur ce chemin.

Un député (PLR) indique qu'il ne s'agit pas ici de s'aventurer ou d'expérimenter, mais simplement de réduire la charge fiscale qui pèse sur le contribuable genevois, qui est la plus lourde de tout le pays. Il souhaite rappeler un élément qui ressort de l'exposé des motifs et qui a peut-être échappé. L'art. 28 al. 1 LPGIP indique qu'il est prévu que, pour chaque année civile, le Conseil d'Etat fixe, sur proposition du département, un taux d'intérêt différent pour les intérêts en faveur du contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat, en tenant compte des taux habituellement pratiqués sur le marché. L'art. 28 al. 2

LPGIP précise que l'écart entre les taux différenciés est au maximum de 2,5 points. Sachant que les taux qu'on peut trouver habituellement sur le marché sont plutôt de l'ordre de 0,5%, en réalité, le maximum qu'ils proposent est très raisonnable. Il s'étonne que les Verts tolèrent que l'Etat fasse un rendement excessif avec des capitaux. C'est-à-dire que, finalement, les Verts encouragent l'Etat à pratiquer le capitalisme.

Un député (Ve) explique, pour la bonne compréhension de son intervention, qu'effectivement, ils s'inscrivent dans une logique de marché puisque nous sommes dans une économie de marché. La question de savoir si cela est regrettable en est une autre. Il est fait référence au marché dans ce fameux art. 28 al. 1 LPGIP, mais encore faut-il savoir de quel marché des taux il s'agit. Ils ont eu un exposé brillantissime sur la question de la part de la conseillère d'Etat. Il suppose que le député PLR fait référence au marché des taux hypothécaires. Ce dernier sait toutefois que le taux est d'autant plus élevé que le risque que prend le créancier est important. En la matière l'Etat prend un risque énorme face à un certain nombre de débiteurs qui n'ont aucune garantie à faire valoir. L'Etat ne va pas exproprier ou récupérer un bien si la dette n'est pas payée, excepté peut-être en ultima ratio, mais ce n'est en tout cas pas ce qu'il se fait. En définitive, on est beaucoup plus près des taux de petits crédits.

Un député (UDC) indique qu'il est clair que cela leur apparaît normal qu'une conseillère d'Etat ne vienne pas défendre un projet de loi, étant donné qu'elle vient défendre un collège qui est incapable de faire des économies aujourd'hui, dans un contexte budgétaire qui est relativement serré. Il comprend que les dizaines de millions qu'ils engrangent sur le dos des contribuables en appliquant un différentiel de taux où ils prennent toujours la marge la plus élevée sont inadmissibles. Il est, à titre personnel, toujours scandalisé de ces taux qui sont prélevés par l'administration. On a beau dire que ce sont les taux les plus faibles, pour lui, baisser ce différentiel ne fera en rien que les gens ne paient pas leurs impôts. Il s'agit maintenant de créances de droit public qui seront poursuivies par voie de faillite pour les sociétés. L'Etat va très vite quand il s'agit de recouvrer les montants, est très actif. Il ne soutiendra plus ce différentiel de taux et souhaite qu'il soit baissé tant qu'il n'y a pas un système de taxation provisoire. M. Bopp a dit qu'ils avaient fait un sondage, mais il peut lui dire que, dans le canton de Berne, il y a un système de taxation provisoire. Ils se sont dit que, dans un tel système, ils vont taxer provisoirement le contribuable sur la base de sa déclaration déposée avant de faire un bilan. S'ils lui doivent de l'argent, il le leur rembourse tout de suite et, si c'est le contribuable qui le doit à l'Etat, il doit le payer tout de suite. Au moins les choses sont claires et ensuite il y a une taxation définitive qui arrive

quelques mois plus tard et sur laquelle il peut y avoir des ajustements dans un processus dans le cadre duquel l'administration peut poser ses questions et challenger certaines positions. Tant qu'il n'y a pas un système de taxation provisoire qui est créé, et ce n'est pas compliqué d'émettre des taxations qui sont conformes à une déclaration déposée dans un monde où le numérique se développe de plus en plus, il ne soutiendra pas ce différentiel de taux de 2,5, car on est dépendant d'une administration qui peut prendre des mois ou des années pour taxer, et pas uniquement des contribuables avec une certaine complexité. Ils ne peuvent pas demander au contribuable, comme l'administration le leur a dit, d'estimer ses impôts. Il y a des contribuables qui ont des variations. Il peut y avoir des bonus ou des changements de salaires et pas tout le monde est expert fiscal, fiscaliste ou sait comment cela fonctionne, surtout dans un système comme à Genève où il y a de nombreuses lois qui encadrent la fiscalité. Le groupe UDC soutiendra donc clairement l'entrée en matière sur ce projet de loi. Ces différentiels de taux sont inadmissibles.

Un député (MCG) indique que le MCG fait siens les mots du député UDC et adhère complètement à ce qu'il a dit.

Votes

1^{er} débat

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13600 :

Oui : 8 (2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 5 (3 S, 2 Ve)

Abstentions : 2 (1 LJS, 1 LC)

L'entrée en matière est acceptée.

Le président indique que, puisqu'il y a une proposition du département de travailler sur des amendements, il propose aux commissaires d'ouvrir ce 2^e débat ultérieurement et de commencer à réfléchir à des amendements ou de laisser le département revenir vers la commission avec des propositions d'amendement.

M. Bopp indique que, lors de la présentation du projet de loi, ils ont dit qu'ils ne comprenaient pas vraiment quel était le problème. Ils remarquaient juste que cela baissait les recettes d'impôts. Si le but est simplement de baisser les recettes d'impôts et qu'il n'y a pas d'autres questions, il est difficile pour eux de travailler sur un amendement. S'il y a d'autres éléments, comme celui de la taxation provisoire, qui sont envisagés par la commission, il invite les commissaires à le dire pour qu'ils aient des pistes pour revenir vers la commission avec des propositions.

Un député (S) indique qu'il faut plutôt y aller. Il y a des positions légitimes et fondamentalement divergentes qui font face et il ne pense pas qu'il y ait quelque chose de plus consensuel qui puisse voir le jour. Il serait plutôt favorable à passer au vote.

Un député (UDC) pense également qu'ils peuvent aller de l'avant et passer au vote. Le système de taxation provisoire pourrait venir dans un second temps et il pense que c'est un système qui serait favorable à tout le monde, étant donné que, souvent à gauche, quand on parle d'estimation fiscale, on est parfois loin de la réalité. Avec un système de taxation provisoire, on aurait mis à part les ajustements qu'on ne peut pas anticiper, une vision beaucoup plus claire des recettes fiscales qui pourraient être budgétées dans le futur. Cela peut venir dans un second temps et il ne pense pas que cela doit être lié à ce projet de loi.

Le président indique qu'il souhaitait laisser un espace pour les éventuels amendements.

Un député (Ve) pense qu'il y a un moment où il faut assumer. Le département leur a dit qu'il ne voyait ni l'objectif ni le sens du projet, mais qu'il voyait bien les risques qui y étaient liés. Ils parlent d'autres sujets. La taxation provisoire est quelque chose d'intéressant, mais qui va générer plus d'activité et donc plus d'ETP puisqu'il s'agira de faire quelque chose de provisoire avant de faire quelque chose de définitif.

Un député (UDC) indique que, quand on a un e-démarches et de l'intelligence artificielle, cela peut se faire très facilement, mais qu'il est vrai que les Verts veulent taxer l'intelligence artificielle.

Un député (PLR) indique ne pas avoir entendu le département dire que le projet de loi n'était pas conforme. Le département a dit qu'il n'était pas d'accord avec ce projet, mais il n'a pas dit qu'il n'était pas conforme. Le sens de ce PL est extrêmement clair, il s'agit de dire qu'ils ne peuvent pas dire au contribuable, qui a payé en retard une partie de l'impôt qu'il devait, qu'il sera taxé avec un intérêt de X, alors que si, par hypothèse, il a versé plus d'argent, c'est-à-dire que c'est lui qui a fait la banque à la place de l'Etat, lui verser un intérêt plus bas. Il y a un petit différentiel, notamment pour éviter les taux d'intérêt négatifs, car, s'il y a un taux d'intérêt sur le marché qui est négatif et qu'il n'y a pas d'écart entre les deux, alors l'Etat se retrouve deux fois perdant, ce qui n'est pas correct non plus. Ils n'ont toutefois jamais vu d'écart supérieur à 1 et n'ont jamais vu un intérêt négatif passer à plus que -1, en conséquence de quoi, cet écart maximum de 1 paraît justifié même si, dans le fond, il ne devrait pas y en avoir. Ce serait cela la justice, mais il sait que la justice est à géométrie variable selon le côté duquel on se situe.

Un député (Ve) précise qu'il ne prétendait pas que ce n'était pas conforme à la LHID ou à une autre loi fédérale, mais simplement qu'ils introduisaient une discrépance encore plus grande qu'elle ne l'est entre l'art. 28 al. 1 LPGIP et l'écart entre les taux du marché. Il invite les commissaires à regarder les écarts de taux pratiqués par les instituts d'émission de cartes de crédit. Ce sont des écarts qui sont de l'ordre de 10%, voire plus dans certains cas, entre le taux créditeur et le taux débiteur. C'est un taux du marché parmi d'autres, avec aucun bien qui n'est mis en gage. C'est un taux du marché. Baisser de 2,5% à 1%, ce taux ne va pas se rapprocher des taux du marché, mais s'en éloigner. Il y aura donc un écart plus grand avec l'art. 28 al. 1 LPGIP. Ils chipotent donc autant voter.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule pas d'opposition, adopté

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Art. 28, al. 2

Un député (S) indique que, comme annoncé lors de la dernière séance de commission où ils ont abordé ce sujet, le groupe socialiste, qu'ils espèrent soutenu largement, a un amendement qui s'inscrit dans les réflexions de la conseillère d'Etat PLR chargée des finances qui leur a dit, en comparaison des taux des différents cantons et qu'il se permet de rappeler même si cela a été abordé plus tôt, que l'on constate que le canton de Genève est celui qui a le taux en faveur de l'Etat le plus bas. Il s'agit d'un taux inférieur à celui de la Confédération, du canton de Neuchâtel, du canton de Fribourg, du canton du Jura, du canton de Vaud, du canton de Berne et du canton du Valais. Dans ce sens et par souci d'aller dans le sens de la droite, et notamment du PLR, qui aime bien faire des comparaisons intercantionales, il pense que, pour s'approcher de la comparaison intercantonale, il est important de pouvoir faire cet amendement.

Le président met aux voix l'amendement à l'art. 28, al. 2 du PL 13600 :

2 L'écart entre les taux différenciés est au maximum de 4,0 points.

Oui : 5 (3 S, 2 Ve)

Non : 9 (1 LJS, 1 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Abstentions : –

L'amendement est refusé.

Art. 28 al. 2 (PL initial) pas d'opposition, adopté

Art. 2

M. Bopp indique qu'il faudrait que le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de cette loi, car les taux d'intérêt sont fixés, pour chaque année civile, au 1^{er} janvier.

Le président met aux voix la proposition d'amendement de M. Bopp, repris par l'ensemble de la commission, à l'art. 2 du PL 13600 :

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Oui : 15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)

Non : –

Abstentions : –

L'amendement est accepté.

Un député (S) indique que la seule déclaration à faire en plus que celle qu'il a faite sur leur amendement de bon sens est la question des pertes fiscales. Un chiffre de 70 millions leur a été donné en leur disant que c'était très difficile à estimer. Il faut imaginer que, dans l'état actuel des finances, notamment au niveau des budgets puisqu'ils savent qu'il y a toujours une différence entre le résultat et ce qui est présenté au budget, on est en tout cas aujourd'hui dans une problématique de budget déficitaire et il est clair que d'avoir 70 millions, a minima, de recettes fiscales en moins va poser un énorme problème pour les prestations à la population et la qualité du service public.

Un député (UDC) souhaite rappeler à son collègue (S) qu'il ne s'agit pas de recettes fiscales, mais de recettes uniquement financières. Ce ne sont pas des impôts en tant que tels.

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13600, tel qu'amendé :

Oui : 8 (2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)

Non : 5 (3 S, 2 Ve)

Abstentions : 2 (1 LJS, 1 LC)

Le PL 13600, tel qu'amendé, est accepté.



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département des finances, des ressources humaines et des relations extérieures
Secrétariat général

Note à :	Commission fiscale
De :	Christophe Bopp
Date :	21 avril 2026
Concerne :	PL 13600 – Projet de loi modifiant la loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales (LPGIP) (D 3 18) Audition du DF

Comparaison avec les taux d'intérêts de la Confédération et des autres cantons

Étant donné que la perception des impôts directs n'a pas fait l'objet d'une harmonisation, la LHID¹ ne réglemente pas la fixation des taux d'intérêts. Les cantons sont seuls compétents dans ce domaine. Pour les impôts cantonaux et communaux, la procédure d'encaissement est donc très différente d'un canton à l'autre². Il en est de même si on compare la procédure d'encaissement des cantons avec celle pour l'impôt fédéral direct.

Le DF a réalisé une comparaison. Pour que cette comparaison ait du sens, elle est très simplifiée. Dans ce cadre :

Canton	Taux des intérêts en faveur de l'État (année 2026)	Taux des intérêts en faveur des contribuables (année 2026)	Écart (2026)
Impôt fédéral direct	4.0%	0.0% ³ (Exception : 4.0% pour remboursements particuliers décrits au point 5.2.3) ⁴	4.0%
Neuchâtel (NE) ⁵	8.0% (intérêt moratoire) 4.0% (intérêt moratoire si arrangement de paiement en cours) 3.5% (intérêt compensatoire)	0.0%	8.0%

¹ Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), du 14 décembre 1990 (RS 642.14).

² Brochure le système fiscal suisse, les Grandes lignes du système fiscal suisse, les impôts de la Confédération, les impôts des cantons et des communes, édition 2025, publiée par Conférence suisse des impôts et l'Administration fédérale des contributions, p. 19.

³ Cf. annexe 2 de l'ordonnance du DFF sur les taux d'intérêt, du 10 septembre 2025 (État le 1er janvier 2026) (RS 631.014).

⁴ Ibidem.

⁵ <https://www.ne.ch/autorites/DFS/SCCO/impot-pm/paiements/Pages/Retards.aspx>

Fribourg (FR) ⁶	4.0%	0.0% (Exception : 4.0% pour certains remboursements)	4.0%
Jura (JU) ⁷	5.0% (intérêt moratoire) 0.1% (intérêt compensatoire négatif)	0.0%	5.0%
Vaud (VD) ⁸	4.0% (intérêt moratoire) 0.125% (intérêt compensatoire)	0.0% 0.125% (intérêt compensatoire)	4.0%
Berne (BE) ⁹	4.0%	0.25% (Exception : 1.0% pour certains remboursements)	3.75%
Valais (VS) ¹⁰	3.75%	0.25% (Exception : 3.75% pour certains remboursements)	3.5%

Compte tenu de ce qui précède, en comparaison intercantonale, Genève a déjà le taux en faveur du canton parmi les plus bas à 2,6%. Genève a également un écart de taux plus bas que tous les écarts de taux constatés dans le tableau ci-avant pour l'année 2026.

Enfin, sur interrogation du DF, les six cantons mentionnés dans le tableau ci-avant (NE, FR, JU, VD¹¹, BE, VS) ont confirmé ne pas avoir de disposition législative cantonale limitant l'écart entre les taux en faveur de l'État et les taux en faveur des contribuables.

⁶ <https://www.fr.ch/sites/default/files/2026-01/taux-d-interet-en-matiere-de-perception.pdf?v=1769086063>

⁷ <https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/a546f0222104c29ea571ad26c40feaa80e30e940f70095e3756510fc29e1e3cd.pdf>

⁸ Cf. Règlement concernant la perception des contributions, du 16 mars 2005 (RPErc – rsVD 642.11.6).

⁹ <https://www.sv.fin.be.ch/fr/start/themen/steuern-bezahlen/zinsen.html>

¹⁰ <https://www.vs.ch/documents/d/sc/dce-taux-interets-2026-fr>

¹¹ A noter toutefois que la loi vaudoise mentionne que les intérêts compensatoires (soit les intérêts courant depuis le terme général d'échéance jusqu'à la notification du bordereau) ont des taux identiques, qu'ils soient en faveur de l'État ou en faveur du contribuable (art. 217a al.3 LI-VD).

Date de dépôt : 26 mai 2026

RAPPORT DE LA PREMIÈRE MINORITÉ

Rapport de Julien Nicolet-dit-Félix

Le présent projet de loi a pour effet de réduire l'écart entre les intérêts versés par l'administration fiscale sur les montants versés en excédent et ceux perçus lorsque les acomptes versés par le contribuable ne suffisent pas à solder sa facture fiscale.

En l'état, l'art. 28 de la LPGIP (loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales) fixe cet écart à 2,5 points, alors que le PL le réduit à 1,0. Pour l'année 2026, le Conseil d'Etat a fixé (RPGIP 7-28 – D 3.18 04) ces taux à 0,1% en faveur du contribuable et 2,6% en faveur de l'Etat.

Les signataires du projet de loi affirment que cet écart est excessif, ne correspond pas au marché et nuit ainsi aux contribuables mal informés qui n'ont pas la capacité d'anticiper leur facture fiscale.

La minorité estime au contraire que la situation actuelle est tout à fait satisfaisante et que, au contraire, la diminution de cet écart **générerait des dommages importants aux finances publiques et, in fine, aux contribuables qui s'acquittent dans les temps de leurs obligations fiscales.**

L'Etat n'est pas un prêteur sans gage

Le premier argument des signataires consiste à affirmer que l'écart de 2,5 points est nettement supérieur aux « habituellement pratiqués sur le marché », pour reprendre la formule de l'al. 1 de l'art. 28 de la LPGIP.

On pourrait se contenter d'inviter les auteurs à demander à la justice de trancher, puisqu'ils affirment péremptoirement que le Conseil d'Etat enfreint la loi puisque le taux différentiel obtenu par l'Etat sur « le marché de la trésorerie »¹ serait de 0,5%. Sans que personne au département des finances n'ait pu comprendre à quoi faisait référence ce terme, il apparaît évidemment

¹ Exposé des motifs du PL 13600 –
<https://ge.ch/grandconseil/data/texte/PL13600.pdf>

que, du point de vue de l'Etat, les dettes des contribuables s'apparentent plutôt à des petits crédits, attendu qu'aucun gage n'est fourni en contrepartie (contrairement, par exemple, aux taux hypothécaires).

De ce point de vue, un intérêt de 2,6% sur des emprunts sans garantie est extrêmement favorable. Une rapide recherche des « taux du marché » sur les petits crédits² et, pire encore, sur les cartes de crédit³ nous convainc même qu'il est tellement bas **qu'il semble nettement plus favorable de ne pas payer ses impôts que toute autre dette, crédit ou leasing.**

On peut tout à fait admettre que l'Etat n'ait pas à se comporter en usurier envers ses contribuables. En revanche, il est de son devoir de s'assurer que les dettes fiscales demeurent prioritaires sur l'achat à crédit d'un écran plasma ou d'un week-end à Ibiza.

Un coût énorme pour les finances publiques – et sans doute sous-estimé

Lors de son audition, le DF a estimé **le coût de la mesure à 70 millions**. Ce chiffre peut paraître impressionnant ; il l'est encore plus lorsque le DF nous apprend que les contribuables « mauvais payeurs » sont en réalité peu nombreux, vraisemblablement moins nombreux que les contribuables proactifs. On peut donc en déduire qu'il s'agit de créances extrêmement importantes dont le recouvrement est rendu difficile par le comportement indélicat et la capacité à financer des manœuvres juridiques dilatoires des contribuables concernés. La réponse à la Q 4048⁴, déposée en janvier 2025, nous confirme que ces importantes créances cumulent des valeurs gigantesques, sur lesquelles l'Etat n'a aucune raison de renoncer à percevoir des intérêts somme toute modestes.

Mais surtout, il y a fort à craindre que l'abaissement de 1,5 point du taux d'intérêt (qui passerait ainsi à 1,1% à taux rémunérateur constant) créerait un appel d'air incitant certains contribuables – en particulier les plus fortunés – à différer leurs paiements, **les espérances de rendement sur leurs actifs devenant bien supérieures aux intérêts facturés par l'Etat.**

² La BCGE, par exemple, propose un taux de 7,4% –
<https://www.bcge.ch/fr/calculateur-credit-personnel>

³ Le site Moneyland donne une fourchette allant de 9,5% à 12% –
<https://www.moneyland.ch/fr/cartes-de-credit-interets-debiteurs-frais-de-rappel>

⁴ <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/Q04048A.pdf>

Le temps, c'est de l'argent

Face à un risque de déséquilibre de trésorerie du fait du faible intérêt de certains gros contribuables à s'acquitter de leur dû, l'Etat serait lui-même contraint d'emprunter à court terme, à des taux eux-mêmes fluctuants. Ce risque a évidemment un coût, dans le système économique que nous avons adopté qui non seulement veut que le temps coûte ou rapporte (selon qu'on soit débiteur ou créancier), mais surtout que le montant de cet intérêt soit fonction du risque encouru par le prêteur.

De ce fait, la marge de 2,5 points prévue par le législateur semble être un excellent moyen terme entre la nécessité de ne pas taxer excessivement les dettes et de s'assurer un recouvrement relativement rapide d'une part importante de ces créances.

Des contribuables mal informés induisent des pénalisations ?

Les auteurs du projet estiment que certains contribuables, dont la situation fiscale est très fluctuante, peuvent se retrouver à devoir payer d'importants intérêts sur des montants qu'ils n'avaient pas les moyens d'anticiper.

On objectera à cet « argument de la naïveté » d'une part que tout contribuable peut en tout temps faire recalculer ses acomptes provisionnels ou même verser des montants à bien plaisir sur son compte fiscal, attendu que rares sont les personnes suffisamment ingénues pour ne pas se rendre compte que leur situation économique s'est subitement améliorée.

Et même si une petite frange de citoyens devait sincèrement ne pas s'être rendu compte d'un accroissement indétectable (hum hum...) de leurs revenus, le fait d'avoir pu jouir de la disponibilité de ces actifs a lui-même une valeur largement équivalente aux intérêts moratoires perçus⁵.

Confrontée à ces constats, la majorité a tenté d'affirmer que l'absence de taxation provisoire justifiait la baisse des intérêts moratoires. Mais, évidemment, les éléments développés ci-dessous montrent que, si l'éventualité d'introduire une taxation provisoire n'est pas inintéressante en elle-même, elle ne peut nullement servir de prétexte à une baisse du taux d'intérêt.

⁵ On observe, par analogie, que les actifs disponibles en tout temps sont rémunérés à un taux nettement inférieur à ceux des placements à terme, sans parler évidemment des fonds de placement dont l'espérance de rendement sur le long terme est souvent supérieure aux 2,6% perçus par l'AFC.

Une comparaison intercantonale qui démontre que Genève est d'ores et déjà le canton le plus généreux

Et, pour finir d'emporter notre conviction, la comparaison avec les autres cantons nous confirme que Genève ne se distingue pas par sa rapacité, bien au contraire :

La Confédération perçoit 4,0% et rémunère à 0,0% ;

Fribourg et Vaud en font de même ;

Neuchâtel perçoit même 8,0% sur certaines créances ;

Berne et Valais rémunèrent à 0,25%, mais perçoivent 3,75% et 4,0%.

Donc, aucun canton, parmi les situations présentées par le DF, ne pratique un écart aussi faible qu'à Genève.

Pour couronner le tout, un projet de loi ne définit pas ses objectifs

On le voit, ce PL pourrait générer des effets particulièrement nocifs pour nos finances sans alléger la charge fiscale (bien au contraire) des contribuables conscients de leurs obligations.

Pour le surplus, on cherche encore – et la magistrate a témoigné de son incompréhension à ce propos – les objectifs visés par les auteurs du PL. S'agit-il de proposer une prime aux mauvais payeurs ? S'agit-il de faire payer par la collectivité les retards de paiement des plus fortunés ? Personne n'a été en mesure d'éclairer notre lanterne, pas plus que l'exposé des motifs fort bref et peu circonstancié de ce projet.

Pour toutes ces raisons, la minorité vous invite, Mesdames les députées, Messieurs les députés, à rejeter de projet de loi.

Date de dépôt : 1^{er} juin 2026

RAPPORT DE LA SECONDE MINORITÉ

Rapport de Grégoire Carasso

L'Etat, une banque commerciale ordinaire ?

Dans son essence, le projet de loi PLR revient à considérer l'Etat comme une organisation bancaire ordinaire. L'obligation de payer l'impôt ? Une créance qui se finance et se gère comme n'importe quelle autre, et que les contribuables décideraient d'honorer en fonction de leur meilleur arbitrage de taux sur le marché. Et comme tout bon projet PLR, l'Etat en sortira grand perdant.

Si cette philosophie honore les racines libérales les plus radicales de ce parti, il est plus inquiétant de voir à la commission fiscale le MCG soutenir un tel projet de loi, tandis que LJS et LC se sont abstenus.

Genève, un canton d'ores et déjà particulièrement généreux

Schématiquement, à Genève en 2026, selon que les contribuables sont en retard ou en avance dans le paiement de leurs obligations fiscales, le taux des intérêts en faveur de l'Etat s'élève à 2,6% (pour les contribuables en retard) et celui en faveur des contribuables en avance à 0,1%, soit un écart de 2,5%. En regard des autres pratiques cantonales (voir benchmark dans l'annexe 1 du rapport de majorité), Genève pratique des taux particulièrement bienveillants puisque les écarts se situent ailleurs entre 3,5 et 8,0% !

Avec 1% d'écart, l'impôt serait la dernière créance honorée !

En ramenant l'écart de taux à 1%, ce qui signifierait un intérêt de 1,1% en faveur de l'Etat dû par les contribuables en retard, l'impôt qui sert le bien commun serait la dernière obligation honorée – il suffit de penser aux pénalités financières sur les factures privées qui s'élèvent à des taux tellement plus élevés (usuellement 5%) ! Sans parler des 10 ou 12% pour des crédits usuriers à la consommation... On voit bien le sens de l'arbitrage voulu par nos collègues libéraux.

Et encore un trou, d'au moins 70 millions de francs par an dans les comptes de l'Etat...

Paradoxalement, alors que les droites libérale et nationaliste font mine de s'inquiéter des déficits publics genevois suite à la massive baisse d'impôts entrée en vigueur en 2025, ce projet de loi représente, selon les estimations du département des finances, une perte annuelle d'au moins 70 millions de francs. Ce chiffrage n'intègre même pas le vraisemblable changement de comportement de contribuables, pas plus que le coût du tout aussi probable recul du taux de recouvrement ; un tel projet, pour citer la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet en charge, « paraît absolument hallucinant ». Espérons que son vibrant plaidoyer contre cette loi sera entendu par une majorité du Grand Conseil.